Dans un guide interne la Commissaire européenne à l'égalité interdit d'employer les mots « Noël », il a été retiré et sera retravaillé (MàJ : le guide devait recevoir un prix, Défense de Noël au Parlement européen)

16/12/2021 à 14h00



16/12/2021

Les « Joyeux Noël » affrontent les « Bonnes fêtes » :

François-Xavier Bellamy : *"Nier ce qui nous relie, c'est détruire toute possibilité d'appartenir à une culture commune. Joyeux Noël."*

Le Parlement européen s'est divisé en deux camps, d'un côté, les « Joyeux Noël ! », de l'autre, les « Bonnes fêtes ! » On a

les batailles sémantiques qu'on peut à Strasbourg à l'approche du 25 décembre, après l'affaire du « guide inclusif » élaboré puis promptement retiré par la commissaire maltaise Helena Dalli. L'autrice a surtout brillé par son absence, n'osant pas affronter la bronca des parlementaires chrétiens-démocrates du PPE. Ceux-ci ont imposé ce débat sur leur créneau parlementaire. Les autres partis de la majorité, sociaux-démocrates et Renew, n'avaient pas vraiment souhaité marquer le coup. Les Verts, très favorables au langage inclusif, y étaient farouchement opposés.

Helena Dalli n'était donc pas présente dans l'hémicycle pour expliquer son raté.

Le Point

Helena Dalli est aux abris. Depuis qu'a éclaté, fin novembre, la polémique autour du guide sur la communication inclusive, elle se fait très discrète. Cette femme de 59 ans, à la longue chevelure brune, a refusé toutes les demandes d'interviews en face-à-face. Elle a néanmoins accepté de répondre aux questions écrites du *Figaro*: «*En aucun cas, nos recommandations étaient contraignantes ou imposaient une quelconque manière de penser, d'agir ou encore de parler des citoyens européens*», se défend-elle, affirmant aussi qu'on ne peut pas lui «*faire le procès de vouloir bannir le mot Noël*».

Pour autant, elle n'a pas l'intention de renoncer à son projet. « Ce qui importe c'est de réfléchir et de proposer une nouvelle méthode de travail, plus rigoureuse et inclusive pour nos futures lignes de communication. »

Le guide devait recevoir un "Clear Writing Awards" :

Les dommages auraient pu être bien plus importants encore.

Selon nos informations, ce guide devait recevoir, le 3 décembre, un «clear writing awards». Ce prix interne à la Commission, piloté par la direction générale de la traduction, est décerné chaque année aux «documents dont la rédaction est la plus lisible». In extremis, le document a été retiré de la liste des gagnants

Le Figaro

02/12/2021

Abnousse Shalmani dézingue la commissaire européenne à l'égalité Helena Dalli après le retrait du document sur les lignes directrices sur la communication inclusive

---

30/11/2021

Le document a été retiré, il sera retravaillé

> *Concern was raised with regards to some examples provided in the Guidelines on Inclusive Communication, which as is customary with such guidelines, is work in progress. We are looking into these concerns with the view of addressing them in an updated version of the guidelines. pic.twitter.com/90ZK8rpPb2*
>
> *— Helena Dalli (@helenadalli) November 30, 2021*



DÉCLARATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE
30 novembre 2021

Lignes directrices sur la communication inclusive
Déclaration de la commissaire Helena Dalli, commissaire à l'égalité

"Mon initiative de rédiger des lignes directrices en tant que document interne destiné à être communiqué par le personnel de la Commission dans le cadre de ses fonctions, visait à atteindre un objectif important : illustrer la diversité de la culture européenne et mettre en évidence la nature inclusive de la Commission européenne à l'égard de tous les milieux et croyances des citoyens européens. Cependant, la version des lignes directrices publiée ne répond pas adéquatement à cet objectif. Ce n'est pas un document mature et il ne répond pas à toutes les normes de qualité de la Commission. Il est clair que les lignes directrices doivent être retravaillées. Je retire donc les lignes directrices et je poursuivrai le travail sur ce document"

Helena Dalli est la commissaire chargée de l'égalité, qui renforce l'engagement de l'Europe en faveur de l'inclusion et de l'égalité et dirige la lutte contre la discrimination.

> *Equality mainstreaming means that all products need to take the equality dimension on board, including communication.*
>
> *As we aim to lead towards a #UnionOfEquality, I am proud to launch the @EU_Commission guidelines for inclusive communication. pic.twitter.com/yEcQ3EIe7f*
>
> *— Helena Dalli (@helenadalli) October 26, 2021*

L'intégration de l'égalité signifie que tous les produits doivent prendre en compte la dimension de l'égalité, y compris la communication.

Alors que nous nous dirigeons vers une #UnionOfEquality je suis fier de lancer les lignes directrices de la Commission européenne pour une communication inclusive.

Helena Dalli

Elle avait notamment reçu l'association proche des Frères musulmans, *FEMYSO* – qui sont notamment a l'origine de la campagne *#JoyinHijab* (Image ci-dessous) pour le Conseil de l'Europe –, provoquant la colère de Marlène Schiappa :



 « Nous saisissons dès aujourd'hui la Commission européenne avec @CBeaune pour lutter contre ces associations islamistes qui attaquent la France et font de l'entrisme au sein même de nos institutions. » @Europe1 @SoMabrouk @EU_Commission https://t.co/ipISDFHreD

— □□ *MarleneSchiappa (@MarleneSchiappa) November 22, 2021*

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

Ministre déléguée chargée de la citoyenneté

Secrétaire d'Etat
chargé des Affaires européennes

Paris, le 22 novembre 2021

Madame la Commissaire,

Nous partageons pleinement l'aspiration à une société plus égale et inclusive qui figure au cœur de votre lettre de mission, notamment à travers l'émancipation des femmes et des filles et la lutte contre les discriminations sous toutes leurs formes. La France mène une politique active en ce sens au niveau national et promeut cette ambition au niveau européen et international.

Cet agenda positif est très éloigné de celui d'une organisation comme FEMYSO (*Forum for European Muslim Youth and Student Organisations*), notoirement connue pour son discours radical, à rebours des objectifs d'inclusion et d'émancipation qui sont au cœur de votre mandat. Tenante d'une interprétation ultra-conservatrice de l'Islam, elle est la branche « jeunes » de l'Union des organisations islamiques en Europe (UOIE), dont les liens avec les mouvances radicales de l'islam, mais aussi avec des associations islamistes dissoutes par le Gouvernement français, ne sont plus à démontrer.

Cette organisation tient régulièrement des propos agressifs et diffamatoires vis-à-vis de la France et de ses institutions, récemment encore au sujet de la campagne #Letmechoose du Conseil de l'Europe. Pour mémoire, le gouvernement français a dénoncé cette campagne qui revenait, sur financement européen, à promouvoir le voile au nom d'une liberté de choix et d'une revendication identitaire, en complet décalage avec le principe universel de la liberté de conviction consacré par l'article 9 de la CEDH, et la liberté de choix des femmes qui dans de nombreux pays sont encore contraintes de porter le voile. Le Conseil de l'Europe a finalement suspendu cette campagne.

Nous sommes donc très surpris de votre choix d'accorder une rencontre, le 18 novembre dernier, à des représentants du FEMYSO (*Forum for European Muslim Youth and Student Organisations*) lors d'un entretien consacré à la situation des jeunes musulmans en Europe. Au-delà, nous peinons à comprendre les raisons qui conduisent la Commission à accorder un soutien financier à cette organisation depuis 2014.

Notre pays est très attaché à la défense des valeurs fondamentales de l'Union européenne inscrites à l'article 2 du Traité sur l'Union européenne. Le Gouvernement français combat toute forme de discrimination contre les personnes, notamment en raison de leurs croyances ou de leur origine. Il veille à la liberté de conscience et de culte ainsi qu'à la neutralité de l'Etat en matière religieuse. C'est précisément parce que nous sommes attachés à ces principes que nous ne pouvons pas cautionner l'action d'organisations extrémistes qui cherchent à saper les fondements de notre pacte social, et ne contribuent en aucun cas à la promotion de nos valeurs communes.

Nous souhaiterions par conséquent que vous puissiez nous communiquer des éléments sur les raisons qui vous ont amenée à recevoir cette organisation et sur les conclusions de votre entretien, ainsi que sur les motifs conduisant la Commission à soutenir financièrement leurs actions.

Veuillez agréer, Madame la Commissaire, l'expression de nos respectueuses salutations.

Marlene SCHIAPPA

Clément BEAUNE



Madame Helena DALLI
Commissaire européenne en charge de l'égalité
Rue de la Loi 200 / Wetstraat 170
B-1049 Bruxelles
BELGIQUE

29/11/2021

Le document interne :

#UnionOfEquality

PDF

L’Espagne, la Pologne et la Hongrie contre la langue “*purificatrice*” du document interne de la Commission européen. Salvini évoque : “Une folie”

La découverte par *Il Giornale* d’un document de la Commission européenne publié pour circulation interne et contenant des “lignes directrices pour une communication inclusive” suscite la controverse en raison des indications interdisant l’utilisation du terme “Noël”, des noms chrétiens tels que Marie et Jean, et de l’expression “Mesdames et Messieurs”, ce qui entraîne des interdictions paradoxales telles que “coloniser Mars” (la formulation correcte devrait être “envoyer des humains sur Mars”).

Un véritable vade-mecum du politiquement correct qui a provoqué des réactions d’indignation dans le monde politique italien. Si la leader de Fratelli d’Italia, Giorgia Meloni, a déclaré sans mâcher ses mots : “Trop c’est trop : notre histoire et notre identité ne peuvent pas être effacées”, le secrétaire de la Lega Nord, Matteo Salvini, a parlé de “folie” et le sous-secrétaire fédéral Lorenzo Fontana est allé encore plus loin : “Ce qui se passe dans cette Europe où l’on impose une dérive anthropologique et sociale de nos coutumes et traditions est quelque chose de monstrueux. Nous devons nous battre de toutes nos forces pour empêcher que cela ne se produise.

Pourtant, les folies de la “communication inclusive” de la Commission européenne ne s’arrêtent pas à Noël et à l’abolition des hommes et des femmes, mais embrassent toutes les sphères de la société, remettant en cause des principes tels que l’appartenance nationale et la famille.

Le document met en garde contre le risque d'offenser les "apatrides ou les immigrants" et demande que le terme "citoyen" soit évité car "tous les citoyens de l'UE ne sont pas des citoyens", ce qui interdit de dire "tous les citoyens ont le droit d'être en sécurité".

Enfin, la famille a également été attaquée, avec une invitation à ne pas décrire les personnes comme étant mariées ou célibataires et à "éviter de lier le concept de famille à un statut juridique". Le principe est que personne ne doit se sentir offensé, sauf les chrétiens, ceux qui croient en la valeur de la famille et au respect de leur nation, envers qui tout est permis, même d'effacer des millénaires d'histoire.

Il Giornale

28/11/2021

Un document interne de la Commission européenne : pas d'utilisation de "Mlle ou M.", plus de références religieuses et de noms chrétiens

S'ils nous l'avaient dit et que nous ne l'avions pas lu noir sur blanc dans une communication officielle de la Commission européenne, nous ne l'aurions pas cru car le contenu des nouvelles lignes directrices pour la "communication inclusive" est incroyable. Dans un document destiné à la circulation interne dont Il Giornale a eu l'exclusivité, intitulé #UnionOfEquality. Lignes directrices de la Commission européenne pour une communication inclusive, les critères à adopter pour les employés de la Commission en matière de communication externe et interne sont indiqués. Comme l'écrit la commissaire à l'égalité Helena Dalli dans l'avant-propos,

“nous devons toujours proposer une communication inclusive, en veillant à ce que chacun soit valorisé et reconnu dans tous nos supports, indépendamment de son sexe, de sa race ou de son origine ethnique, de sa religion ou de ses convictions, de son handicap, de son âge ou de son orientation sexuelle”.

Pour ce faire, la Commission européenne établit une série de règles qui non seulement effacent les conventions et les mots utilisés depuis toujours, mais contredisent également le bon sens. Il est interdit d’utiliser des noms sexués tels que “ouvriers ou policiers” ou d’utiliser le pronom masculin comme pronom par défaut, il est interdit d’organiser des discussions avec un seul genre représenté (seulement des hommes ou seulement des femmes) et encore, il est interdit d’utiliser “Mademoiselle ou Madame” à moins que le destinataire de la communication ne le fasse explicitement. Mais ce n’est pas tout : vous ne pouvez pas commencer une conférence en vous adressant à l’auditoire avec l’expression habituelle “Mesdames et Messieurs”, mais vous devez utiliser la formule neutre “chers collègues”.

Le document s’attarde sur des domaines spécifiques tels que le “genre”, le “Lgbtiq”, la “race et l’ethnie” ou les “cultures, modes de vie et croyances”, avec un tableau indiquant ce qui peut et ne peut pas être fait, en se fondant sur la prétention de tout réglementer en créant un nouveau langage qui ne permet pas la spontanéité : “Veillez à ne pas toujours mentionner le même sexe en premier dans l’ordre des mots, ou à vous adresser différemment aux hommes et aux femmes (par exemple, un homme par son nom de famille, une femme par son prénom)” ; et encore “lorsque vous choisissez des images pour accompagner votre communication, veillez à ce que les femmes et les filles ne soient pas représentées dans un cadre domestique ou dans des rôles passifs alors que les hommes sont actifs et aventureux”.

Une volonté d’effacer le genre masculin et féminin qui atteint des niveaux paradoxaux lorsque la Commission écrit que nous devrions éviter d’utiliser des expressions telles que “le feu

est la plus grande invention de l'homme" mais qu'il est juste de dire "le feu est la plus grande invention de l'humanité". Il est clair que derrière la redéfinition de la langue se cache une volonté de changer la société européenne, nos coutumes et nos traditions, comme le montre le chapitre sur les "cultures, modes de vie ou croyances". La Commission européenne tient à souligner qu'elle "ne considère pas que tout le monde est chrétien", donc "tout le monde ne célèbre pas les fêtes de Noël (…) nous devons être sensibles au fait que les gens ont des traditions religieuses différentes". Cependant, il y a une énorme différence entre respecter toutes les religions et avoir honte ou effacer les racines chrétiennes qui sont à la base de l'Europe et de notre identité.

Au nom de l'inclusivité, la Commission européenne va jusqu'à annuler Noël en invitant les gens à ne pas utiliser l'expression "la période de Noël peut être stressante" mais à dire "la période des vacances peut être stressante". La volonté de supprimer le christianisme va encore plus loin avec la recommandation d'utiliser des noms génériques au lieu de "noms chrétiens". Ainsi, au lieu de "Marie et Jean sont un couple international", on devrait dire "Malika et Julius sont un couple international". Cela va jusqu'au mépris du ridicule, qui nous oblige à contrer la connotation négative de mots comme colonialisme : il est interdit de dire "colonisation de Mars" ou "installation humaine sur Mars", mais mieux vaut dire "envoyer des humains sur Mars". Quand la tragédie cède la place à la farce.

Il Giornale